

Liste d'ouverture présentée par l'École Emancipée

*Pour une alternative de transformation sociale,
un syndicalisme de lutte combatif, démocratique et unitaire*

L'incurie des gouvernants et l'extrême fragilité de la société française sont criantes : la mobilisation conjointe des classes populaires et moyennes depuis le mouvement des Gilets jaunes jusqu'à la lutte contre la casse des retraites, n'a trouvé comme seule réponse de l'appareil d'État que la répression incontrôlée des forces de l'ordre, l'atteinte aux libertés et le démantèlement généralisé des Services Publics et de l'État social. Cette politique éclate désormais au grand jour avec la gestion calamiteuse de la crise sanitaire.

Face à ces logiques destructrices, les salarié·es uni·es peuvent modifier l'ordre des choses et repartir à la conquête de transformations et de progrès sociaux profonds.

Dans l'Éducation nationale, alors que la crise liée à la pandémie nécessitait l'anticipation et des moyens supplémentaires pour assurer la sécurité de toutes et tous, la réponse du ministère s'est traduite par de l'amateurisme, du mépris et des mensonges.

Cette irresponsabilité sanitaire s'ajoute aux politiques néolibérales, menées par le gouvernement. Toutes menacent notre profession, l'avenir de nos élèves et la cohésion sociale. La suppression du bac national, les multiples réformes imposées en force au mépris des personnels et de leurs organisations, la saignée des postes et son corollaire, des effectifs explosifs en collège comme au lycée, convergent vers la destruction du service public de l'Éducation Nationale.

Alors que ces réformes se traduisent sur le terrain par le renforcement des inégalités sociales et territoriales, par l'iniquité de Parcoursup, par la surcharge de travail, les lycéen·nes et enseignant·es qui s'y sont opposé·es en ont payé le prix fort : répression physique et sanctions administratives.

La démultiplication des tâches, l'augmentation des heures supplémentaires imposées et la perte de sens induites par ces mesures aggravent la pénibilité de notre travail et créent une souffrance couplée d'un abandon institutionnel inédits. La perte continue du pouvoir d'achat s'accroît, le recours à des contrats précaires (contractuels, AED, AESH) se généralise et la transformation des conditions de recrutement des jeunes collègues stagiaires en fait une main d'œuvre sous-payée et corvéable à merci.

Entre les mensonges, l'autoritarisme et le mépris, la politique de Blanquer cristallise l'intolérable sur le fond comme sur la forme.

Alors oui, Blanquer démission !

Mais, face aux logiques à l'œuvre, le départ d'un ministre ne suffira pas. Face à l'autoritarisme qui croît et aux divisions qui affaiblissent notre camp, nous proposons de nous réapproprier l'outil syndical parfois paralysé, pour réaffirmer, dans un cadre démocratique, notre vision pour l'école. Dans une société qui, plus que jamais, a besoin de se réinventer, la liste d'ouverture présentée par l'École Emancipée souhaite relancer au sein du SNES une dynamique portée par la défense des droits et des libertés pour toutes et tous et la volonté de

préserver et renforcer les acquis sociaux. Une dynamique combative qui vise à fédérer les syndicats de transformation sociale mais au-delà, à s'adresser aux collectifs et aux associations qui œuvrent au quotidien pour la défense du service public, de ses agents comme de ses usagers. Le SNES doit être en mesure de mener des mobilisations victorieuses et une opposition plus ferme à la politique du gouvernement. Le recul social ne se négocie pas, il se combat.

Contactez-nous pour être candidat·es sur la *Liste d'Ouverture présentée par École Émancipée* : ecoleemancipee13@gmail.com